

Investissement Canada—Loi

Le député a dit qu'il était important de bien comprendre les traditions parlementaires. Je suis d'accord. Le gouvernement a certainement été élu sur la foi d'un grand nombre de promesses. La plupart d'entre elles ont été tenues. Dieu sait pourquoi le gouvernement n'a pas rompu cette promesse comme je l'aurais souhaité. La tradition parlementaire permet de présenter les différents points de vue. Elle permet en outre aux simples citoyens d'avoir leur mot à dire. Ce qui m'ennuie le plus, c'est que 28 citoyens des différentes régions du pays ont voulu témoigner, mais que la majorité conservatrice les en a empêchés en accélérant l'étude de ce projet de loi.

• (1240)

Le président suppléant (M. Charest): La période réservée aux questions et aux observations est maintenant terminée. Nous reprenons le débat.

[Français]

Mme Claudy Mailly (Gatineau): Monsieur le Président, je ne veux pas m'attarder sur des choses négatives et du passé que le député de Essex-Windsor (M. Langdon) vient de nous servir. Comme le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens), je trouve que je suis une députée d'aujourd'hui et de demain; alors, je voudrais me concentrer sur les aspects très positifs de cette loi.

Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement les députés de l'opposition sur ce projet de loi. Ils nous ont brossé un tableau si affolant des méfaits de l'investissement étranger que je n'ai pu croire qu'ils le faisaient à cause de basse partisanerie ou de phobies. Donc, j'ai fait une tournée d'information dans ma circonscription afin de constater les faits quant à la propriété étrangère dans Gatineau. Ce que j'ai trouvé, monsieur le Président, c'est que contrairement à ce que l'opposition officielle, les libéraux et le parti néo-démocrate ont dit, les sociétés étrangères qui sont installées à Gatineau depuis le début du siècle et les nouvelles qui se sont ajoutées depuis réinvestissent autant que les Canadiens dans leurs installations. Deuxièmement, monsieur le Président, elles font autant, et même pour certaines, plus de recherche et de développement que certaines sociétés canadiennes. Elles ne ferment pas cavalièrement les usines non rentables dans la circonscription, elles n'exportent pas des sommes énormes vers leur pays nuisant ainsi à notre devise et elles ne réussissent pas à imposer des règlements chez nous qui nuisent à notre souveraineté ou à notre épanouissement. Au contraire, ce sont des citoyens très très consciencieux de notre communauté.

De plus, monsieur le Président, ils ne lient pas les entreprises canadiennes aux simples marchés domestiques, ils n'interdisent pas les marchés chez eux ou ailleurs dans le monde. Je voudrais, monsieur le Président, vous donner un exemple en particulier. Il s'agit de la société ERCO qui est une filiale de Albright & Wilson Ltd., la deuxième compagnie de produits chimiques en importance du Royaume-Uni, dont les produits sont manufacturés dans 17 pays, sont distribués à travers le monde entier, et la Albright & Wilson Ltd. fait partie d'un plus grand groupe industriel des États-Unis qui s'appelle Tenneco Inc., dont la gamme d'activités englobe le pétrole, les gazoducs, les produits chimiques, la construction navale et les assurances. Alors, je devrais dire que ERCO fait partie de ces multinationales dont nos collègues d'en face nous régaleront

souvent quant à leur mauvaise conduite chez nous. La compagnie ERCO, monsieur le Président, a pris naissance en 1887 dans la ville de Buckingham sur la rivière La Lièvre. À ses débuts, l'usine produisait du phosphore élémentaire pour l'industrie canadienne des allumettes. Le phosphore élémentaire était obtenu à partir de l'apatite extraite dans la région même et réduite par l'électricité générée par les chutes de la rivière La Lièvre. Jusqu'en 1950, les opérations de production d'ERCO se limitaient à Buckingham, l'emplacement de sa première usine. Aujourd'hui, donc depuis 35 ans, les Industries ERCO comptent cinq filiales incluant celle de Buckingham. L'entreprise figure au nombre des plus importantes compagnies canadiennes avec un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 214 millions de dollars. Elle constitue, monsieur le Président, l'unique producteur canadien de phosphore élémentaire et de phosphate de qualité industrielle et le plus important producteur du monde de chlorate de sodium. Les marchés desservis sont à la fois nationaux et internationaux. Et même, monsieur le Président, cette société a un entrepôt aux États-Unis pour desservir le marché américain. Si on regarde ses chiffres de vente, 61 p. 100 des ventes sont faites au Canada, 33 p. 100 aux États-Unis et 6 p. 100 ailleurs.

Quant à la recherche et au développement, monsieur le Président, ERCO possède son propre service distinct et sa centrale de recherche et de développement depuis une trentaine d'années. Il est situé à Toronto, en Ontario, et comprend 12 professionnels dont six détiennent des doctorats, dix techniciens et des employés de bureau. De plus, ils ont une bibliothèque spécialisée à leur service et la société ERCO dépense près de deux millions chaque année pour ses services de recherche.

• (1250)

De plus, monsieur le Président, chacune des usines compte un groupe chargé du développement qui relève de la direction de l'usine. Et, en parlant de direction, monsieur le Président, la direction de ERCO est entièrement canadienne: du président jusqu'aux simples employés et elle l'est depuis 25 ans. Alors, toutes les décisions sont prises au Canada y compris les décisions où chaque année depuis dix ans l'on réinvestit la moitié des profits dans la modernisation et l'expansion de l'usine. Donc, monsieur le Président, c'est tout à fait différent de l'image que l'on nous projette des sociétés étrangères.

Monsieur le Président, je pourrais en nommer plusieurs autres: la CIP, par exemple, qui était une société de propriété américaine et qui, aujourd'hui, appartient à des Canadiens, pas parce qu'on a voulu la canadianiser pour des raisons doctrinaires mais parce qu'elle était une société tellement bien gérée qu'elle est devenue très attrayante pour le plus grand investisseur peut-être qu'on ait au Canada, la Canadian Pacific; Maclaren, une compagnie de famille très prospère qui a été vendue tout récemment au complexe Noranda. Est-ce que Noranda s'est mise tout de suite à mettre des gens à pied? Au contraire! Elle a modernisé, elle forme ses employés, elle est en train de recycler de ses employés dans des méthodes les plus avancées dans le domaine des pâtes et papier. Non seulement cela, monsieur le Président, elle est en train... Noranda fait aussi partie d'un complexe international.